



La situation humanitaire empire à Ghaza et en Cisjordanie occupée Page 6

IL SERA PRÉSENTÉ DEMAIN AU CONSEIL DES MINISTRES

APLF 2024, à quoi doit-on s'attendre ?



© Photo : D.R

L'avant-projet de loi de Finances pour l'exercice 2024 sera présenté demain au Conseil des ministres, a indiqué, mardi dernier, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, dans une déclaration à la presse en marge de la présentation et du débat de la Déclaration de politique générale du Gouvernement, affirmant que le budget de l'Etat 2024 sera axé sur le pouvoir d'achat des Algériens et l'investissement (financement des projets publics d'investissement). Lire en page 3

ILS AVAIENT PRIS POUR NOMS MUSTAPHA MULLER ET AMINE ZIROUT

Hommage aux militants d'origine européenne

 Page 2

MATCH AMICAL
Les Verts
annoncent
la couleur face
au Cap-Vert Page 16

SAHEL, AFRIQUE, HYDROGÈNE VERT, GAZ NATUREL, ÉLECTRICITÉ ET AMMONIAC



Algérie, Italie,
Galsi et grand
plan militaire
en Bassin
Méditerranéen Page 4

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

9 décès et 216 blessés ces dernières 24 heures

Neuf (9) personnes ont trouvé la mort et 216 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus à travers différentes régions du pays durant les dernières 24 heures, selon un bilan publié jeudi par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'Oran où 2 personnes sont décédées et 6 autres ont été blessées.

ÉNERGIE

L'Algérie est « un fournisseur clé » de pétrole brut de la Corée du Sud

L'ambassadeur de Corée du Sud en Algérie, You Ki-Jun, a indiqué que l'Algérie est « un fournisseur clé » de pétrole brut de la Corée du Sud. Lors d'une conférence animée jeudi au niveau de l'École nationale d'administration (ENA) à Alger, le diplomate sud-coréen a fait savoir que son pays a importé 8,58 millions de barils de brut en 2021 faisant de l'Algérie le 14^{ème} fournisseur du brut de la Corée du Sud lors de cette même année. L'Algérie se classe également, selon M. You Ki-Jun, au 13^e rang concernant les commandes de construction à l'étranger de la Corée du Sud.

DGSN

Extradition du dénommé Belhasni Yakoub vers l'Algérie

Le dénommé Belhasni Yakoub, objet de plusieurs mandats d'arrêt internationaux émis par les autorités judiciaires algériennes, a été extradé mercredi d'Allemagne vers l'Algérie, indique un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). «Un avion d'Air Algérie a atterri à l'aéroport Houari Boumediène à Alger en provenance de Frankfurt, avec à son bord le dénommé Belhasni Yakoub, sous surveillance des éléments de sécurité nationale, chargés de son extradition d'Allemagne», sachant que «le concerné fait l'objet de plusieurs mandats d'arrêt internationaux émis par les autorités judiciaires algériennes», précise la même source.

Ils avaient pris pour noms Mustapha Muller et Amine Zirout

Hommage aux militants d'origine européenne

L'association Machaâl Echahid a organisé, mercredi à Alger, au Forum du quotidien El Moudjahid, une conférence en hommage aux militants d'origine européenne qui ont participé à la lutte armée pour libérer l'Algérie du colonialisme français.

A cette occasion, le président de l'Association internationale des amis de la Révolution algérienne, le moudjahid Nourredine Djoudi, a mis en lumière le rôle du Français Sylvain Ernest Bret, qui était dans les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN), et de l'Autrichien Mustapha Muller militant d'origine autrichienne, qui a organisé la désertion de nombreux militaires étrangers enrôlés par l'armée française dans la Légion étrangère pendant la Guerre de libération nationale. Tous deux étaient aux côtés des Algériens en lutte contre la colonisation française.

Il a rappelé, dans ce cadre, que Sylvain Bret, connu sous le nom d'Amine Zirout, a rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN), avant d'être arrêté et emprisonné en France. Après l'indépendance en 1962, il a été élu député de Mostaganem à l'Assemblée constituante avant de rejoindre le corps diplomatique. L'ancien ambassadeur Nouredine Djoudi a, en outre, rappelé la contribution de Mustapha Muller, qui a conduit à la désertion l'armée française de plus de 3.000 militaires de la Légion étrangère, sensibilisés à la souffrance des Algériens sous le joug colonial. Il a réussi à rallier de nombreux partisans à la cause algérienne, notamment en Autriche et en Allemagne, a expliqué l'ancien diplomate.

Après l'indépendance, Muller a choisi de s'installer en Algérie où il a grandement contribué à la création des parcs nationaux du Djurdjura et du Tassili. De son côté, le sénateur Youcef Messar, représentant du président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a affirmé que l'Algérie n'oubliera pas les étrangers, de toutes origines, qui ont soutenu sa lutte contre la colonisation française.

Pour sa part, le membre de l'Assemblée populaire nationale (APN), Meziane Djouzi, a souligné l'importance de préserver la mémoire nationale et de mettre à profit les témoignages de ceux



■ Sylvain Bret, connu sous le nom d'Amine Zirout, a rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN), avant d'être arrêté et emprisonné en France. Après l'indépendance en 1962, il a été élu député de Mostaganem. (Photo: D.R)

qui ont vécu la Guerre de libération nationale pour documenter les événements et transmettre

l'histoire de l'Algérie aux générations futures. Au terme de la conférence, une distinction sym-

ONU

Amar Bendjama recadre le représentant du Maroc

« La CIJ, cet organe principal de l'ONU dit le Droit. C'est une autorité juridique et judiciaire. Voyons donc ce qu'elle a dit : La Cour n'a pas trouvé de liens juridiques de nature à affecter l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale dans la décolonisation du Sahara occidental et, en particulier, du principe de l'autodétermination par l'expression libre et authentique de la volonté des peuples du Territoire. Dont acte ». C'est par ces paroles que le Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'ONU, l'ambassadeur Amar Bendjama a recadré mercredi le représentant du Maroc suite à son discours fallacieux devant la 4^e Commission de décolonisation. Ce n'est pas tout, exerçant deux fois le droit de réponse, Amar Bendjama a littéralement assommé Omar Hilale.

« J'aurais pu parler des centaines de quintaux de drogue déversés sur le territoire de mon pays par notre voisin, le Maroc, qui a le triste privilège d'être le premier producteur et exportateur au monde de Cannabis, selon les données les plus récentes de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime », a-t-il lancé devant la tribune de l'ONU. « A cette drogue, s'ajoute depuis quelques temps la drogue de synthèse, extrêmement dangereuse pour la santé de nos enfants et qui risque d'affecter durablement notre population », a-t-il mis en garde. Autre scandale d'Etat évoqué par Amar Bendjama : « Pegasus », « utilisé par les autorités marocaines pour écouter plus de 6.000 responsables algériens, des journalistes, des politiciens mais aussi des diplomates, y compris votre serviteur ». Près de 2.000 autres responsables gouvernementaux européens ont été mis illégalement sous-écoutes. « Pegasus, rappelez-vous, cette affaire est toujours entre les mains de la justice belge et européenne. Pourquoi ces écoutes ? », s'interroge-t-il.

« Il y a un dénominateur commun, le Sahara occidental ». Autre scandale qui a éclaté à Bruxelles, cité par Amar Bendjama : la corruption de parlementaires européens par des diplomates marocains. Un scandale qui a eu pour conséquence l'expulsion et l'interdiction d'entrée des diplomates marocains au siège du Parlement européen. « Pourquoi la corruption ? », s'interroge-t-il encore une fois. « C'est à cause du Sahara occidental », martèle-t-il. D'autres scandales auraient pu être évoqués mais, a expliqué Amar Bendjama, il fallait « s'attacher au débat avec les distingués collègues de la 4^e Commission et au point inscrit à l'ordre du jour qui est celui de « la décolonisation ». Cela apprendra à Omar Hilale ce que lui coûte de truffier son discours de mensonges et de citer l'Algérie – plus de 40 fois –, sans prononcer une seule fois le mot Sahara occidental.

L. A.

REPÈRE

Sixième dialogue algéro-américain Alger et Washington procèdent à des « échanges approfondis »

Les délégations algérienne et américaine ont procédé à des « échanges approfondis » au cours des travaux de la 6^e session du dialogue stratégique algéro-américain, tenus mercredi à Washington, indique jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. « Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre de la consolidation de la coopération bilatérale entre l'Algérie et les Etats-Unis, a permis aux deux parties de procéder à une évaluation de leur partenariat et de discuter des perspectives de son approfondissement », lit-on dans le communiqué. Dans ce cadre, « une importante délégation algérienne multi-sectorielle, conduite par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Lounes Magramane, a procédé avec des représentants de plusieurs administrations américaines à des échanges approfondis dans le cadre des groupes de travail consacrés aux questions politiques, sécuritaires, économiques et culturelles », poursuit le texte. En marge de cette session, M. Magramane s'est entretenu avec la sous-secrétaire d'Etat américaine en charge du Proche-Orient, Barbara Leaf, a-t-on fait savoir. « L'échange a porté sur les perspectives de la coopération bilatérale et les questions régionales d'intérêt commun », conclut le communiqué du ministère.

Bettelheim, le mathématicien Godement, et d'autres moins connus, spécialistes de différentes disciplines, universitaires, ingénieurs ou médecins, qui montraient une solidarité sans faille avec les Algériens, sur le terrain et par les actes. Le plus prestigieux d'entre eux fut sans doute René Dumont, signataire du Manifeste des 121 contre la guerre d'Algérie, dont le livre phare « L'Afrique noire est mal partie » (Ed seuil), sortit en mars 1963 alors qu'il était le conseiller de feu le Président Ahmed Ben-Bella. C'est lui qui suggéra l'idée de la grande action populaire de reboisement à l'Arbatache en avril 1963.

Lakhdar A.

Voir sur Internet www.lnr.dz.com

Il sera présenté demain au Conseil des ministres APLF 2024, à quoi doit-on s'attendre ?

L'avant-projet de loi de Finances pour l'exercice 2024 sera présenté demain au Conseil des ministres, a indiqué, mardi dernier, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, dans une déclaration à la presse en marge de la présentation et du débat de la Déclaration de politique générale du Gouvernement, affirmant que le budget de l'Etat 2024 sera axé sur le pouvoir d'achat des Algériens et l'investissement (financement des projets publics d'investissement).

A noter qu'il intervient dans un contexte économique et politique international instable et défavorable, influençant la politique budgétaire et monétaire du Gouvernement.

« L'avant-projet de loi de Finances pour l'exercice 2024 comptait plusieurs mesures visant à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens », réitérant l'attachement de l'Etat à son caractère social. Le premier défi du Gouvernement, dans le contexte mondial actuel, est de répondre à la crise inflationniste qui persiste, de renforcer l'investissement et d'œuvrer à l'amélioration de la gestion des finances publiques, c'est l'ambition portée par le ministre qui devra présenter l'avant-projet de loi de Finances 2024 demain au Conseil des ministres ainsi que les



■ L'Etat se heurte à un environnement économique et financier international très tendu et doit s'adapter pour minimiser l'impact des crises géopolitiques. (Photo : D.R)

grandes lignes de la politique budgétaire et monétaire du Gouvernement.

Dans sa déclaration, le ministre assure que le Gouvernement continuerait à s'ériger en défenseur du pouvoir d'achat des Algériens face à l'inflation qui, selon les projections du projet de loi de Finances rectificative (PLFR) 2023, devrait connaître une nouvelle baisse. Quant aux dépenses publiques, elles devraient augmenter de plus de 800 millions de dinars, tirées principalement par la hausse des dépenses sociales (revalorisation salariale, augmentation de l'allocation chômage, de la pension des retraités...). Les dépenses publiques pour 2023 ré-estimées par le PLFR 2023 à 14.700 milliards de dinars, affichent une hausse de 52%, ce qui a induit une hausse de la consommation des ménages.

« Ce budget est le plus important dans l'histoire du pays et nous en sommes fiers, sachant qu'une grande partie est consacrée à l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens, tandis qu'une autre partie est dédiée au financement des projets d'investissement », a-t-il commenté. Vu l'aggravation de l'économie mondiale actuellement, et la volatilité élevée des

prix des matières premières, il est probable que le prochain budget devrait poursuivre sur la même lancée. L'Etat se heurte à un environnement économique et financier international très tendu et doit s'adapter pour minimiser l'impact des crises géopolitiques et géoéconomiques sur l'économie nationale et le pouvoir d'achat des citoyens.

Dans le cadre du PLFC 2023, l'Exécutif a approuvé une autorisation d'engagement (AE) d'une valeur de 1.651,97 milliards de dinars et un crédit de paiement (CP) de 1.373,42 milliards de dinars affectés « à la prise en charge des différentes dépenses liées notamment aux mesures liées à la préservation du pouvoir d'achat des citoyens ». L'Etat insiste, en parallèle, sur la nécessité d'encourager l'investissement public et l'accélération de la mise en œuvre du programme des réformes globales pour améliorer le fonctionnement des services publics, la gouvernance des établissements financiers, bancaires et douaniers et optimiser la gestion des finances publiques (contrôler les dépenses et les recettes publiques et tenter de réduire le déficit structurel). Le ministre des Finances a déjà souligné, aupara-

vant, l'importance de moderniser et de numériser le secteur financier, notamment, l'administration fiscale pour faciliter les opérations du recouvrement fiscal et lutter contre toutes formes de corruptions. L'objectif est de protéger l'économie nationale. Les pouvoirs publics s'engagent, également, à renforcer l'investissement productif en vue de diversifier l'économie nationale, les sources de financement et les recettes de l'Etat (hors hydrocarbures). L'Algérie table sur une hausse de ses exportations d'hydrocarbures (+6%) et hors hydrocarbures (+4%), et par conséquent, des réserves de change estimées d'ici la fin 2023 à 85 milliards de dollars. La prévision du solde de la balance des paiements est optimiste, elle devrait atteindre plus de 7 milliards de dollars. Une croissance dynamique attendue à 5,3% d'ici la fin 2023. Quant aux recettes budgétaires devraient augmenter de « 25% entre 2022 et 2023 pour atteindre 8.900 milliards de dinars », tirées principalement des exportations d'hydrocarbures.

Le Gouvernement devrait faire face à un déséquilibre budgétaire structurel et conjoncturel et poursuivre sa stratégie d'assainissement des finances publiques. La commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a recommandé de « prendre davantage de mesures pour la protection de l'activité économique, la maîtrise des dépenses publiques, l'encadrement du commerce extérieur et le recours au financement intérieur de l'économie nationale ».

Pour rappel, les députés ont adopté le PLFR 2023 dimanche dernier. Demain dimanche, nous en saurons davantage sur le nouveau cadrage macro-économique du Gouvernement pour l'exercice financier 2024.

Samira Takharboucht

Dans le cadre de l'élargissement de la coopération dans le domaine énergétique

ENI veut lancer de nouveaux investissements en Algérie

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a discuté, avant-hier, à Alger, avec le Président-directeur général (P-dg) de la compagnie italienne ENI Claudio Descalzi, de « l'état des relations de coopération et de partenariat liant le Groupe Sonatrach et la compagnie italienne ENI, ainsi que des perspectives de renforcement de la coopération, dans le cadre des accords signés entre les deux sociétés », selon le communiqué du ministère. Il a annoncé le lancement de nouveaux projets d'investissement dans le secteur de l'énergie à l'international et en Algérie.

Sa réunion avec M. Arkab était l'occasion, également, pour évaluer et examiner l'état d'avancement des « projets en cours entre les deux compagnies dans le domaine des hydrocarbures, de l'hydrogène et des énergies nouvelles et renouvelables, ainsi que sur les opportunités d'investissement pour l'augmentation de la production et des exportations ».

Cette rencontre intervient dans un contexte énergétique instable et incertain. Les gouvernements européens redoutent une hausse durable des prix du gaz et du pétrole sur le marché mondial à cause de la crise géopolitique en Europe de l'Est et au Proche-Orient qui risquent de perturber davantage l'approvisionnement du marché mondial en la matière. Autre crainte, la hausse des prix du carburant à la pompe, en particulier et de l'énergie, en général. L'Agence internationale de l'Energie (AIE) a mis en garde contre une hausse accélérée des prix du

diesel en Europe et le risque de pénurie du gaz à l'approche de l'hiver. Pour assurer leur sécurité énergétique, l'Espagne, la France et l'Italie se sont tournées vers le gaz algérien. La France a importé en août plus de 96% de ses besoins de gaz d'Algérie, principal fournisseur de l'Espagne et de l'Italie. Cette dernière reste le partenaire privilégié de l'Algérie. Les deux pays ont signé plusieurs accords de partenariats dans le secteur des hydrocarbures, mais aussi dans le secteur du renouvelable. La compagnie italienne, pionnière dans le domaine, accorde un intérêt particulier au développement de la filière de l'hydrogène en Algérie. Le Gouvernement a déjà présenté sa feuille de route pour le développement de l'hydrogène qui pourrait être acheminé à l'avenir via un gazoduc qui relierait l'Algérie à l'Italie. Le groupe ENI se dit prêt à lancer de nouveaux projets en Algérie, en partenariat avec la société nationale des hydrocarbures, Sonatrach. C'est ce qu'a affirmé M. Descalzi, lors de son entretien avec M. Arkab, en présence du nouveau P-dg de la Sonatrach, Rachid Hachichi, exprimant « son très vif intérêt pour l'intensification de ses investissements en Algérie et poursuivre le développement de ce partenariat en prévision du lancement de nouveaux projets en Algérie et à l'international ». L'Italie a pris les devants l'Union européenne qui a décidé en accord avec l'Algérie de lancer un programme de développement des énergies renouvelables d'une valeur de 15 millions d'euros.

Samira Tk

POUVOIR D'ACHAT

A partir de Tipasa

La loi de Finances 2023 prévoit la préservation du pouvoir d'achat et le soutien de l'activité économique

Le projet de loi de Finances rectificative (PLFR) 2023, adopté dernièrement par l'Assemblée populaire nationale (APN), vise principalement la « préservation du pouvoir d'achat des citoyens et le soutien de l'activité économique », a réaffirmé jeudi à Tipasa le ministre des Finances, Laaziz Faïd. Le PLFR 2023, adopté à la majorité, dimanche dernier, par l'APN, avant sa présentation devant le Conseil de la Nation, vise notamment la « préservation du pouvoir d'achat des citoyens, le soutien de l'activité économique et la diversification et amélioration des salaires, de l'allocation chômage et des retraites », a indiqué le ministre, dans une déclaration à la presse, à l'issue d'une visite de travail dans la wilaya.

Ce projet de loi, inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts de redressement de certaines wilayas, vise, également, la garantie de la sécurité alimentaire à travers le relèvement des capacités de stockage des céréales, le soutien des prix des produits alimentaires de large consommation et l'amélioration de la situation des catégories sociales nécessitées, par la revalorisation de l'allocation forfaitaire de solidarité dédiée aux catégories déshéritées, a-t-il ajouté. Le PLFR 2023 prévoit une hausse de près de 13% des recettes budgétaires de l'Etat, pour atteindre près de 9.000 milliards de DA, avec une augmentation des dépenses à plus de 14.700 milliards de DA (+6,7%). A cela s'ajoute une hausse des recettes exceptionnelles à 1.410 milliards de DA, dont 848 milliards de DA proviennent de Sonatrach et 400 milliards de DA des dividendes de la Banque d'Algérie. Le même projet prévoit, aussi, un excédent de 7,1 milliards USD, dans la balance des paiements au titre de l'année en cours, contre 5,7 milliards USD prévus dans la loi de Finances 2023. Le PLFR prévoit, aussi, une hausse des exportations de biens, qui devraient atteindre en 2023 une valeur de 52,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 6,5 milliards de dollars comparativement aux prévisions de la loi de Finances 2023. Quant aux importations de biens, elles devraient atteindre 41,5 milliards de dollars (+12,5%). S'agissant de la croissance économique, il est attendu en 2023 une croissance de 5,3%, contre 4,1% prévue dans la loi de Finances 2023, tirée principalement par le secteur des hydrocarbures (+6,1%). La croissance du PIB hors hydrocarbures se situe, quant à elle, à 4,9% dans le PLFR 2023. Faïd a, par ailleurs, souligné, le « rôle essentiel » dévolu au projet de loi fixant les conditions et modalités d'octroi du foncier économique relevant du Domaine de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement, dans « l'amélioration du climat des affaires et l'assouplissement des procédures au profit des investisseurs ».

Rachid Lounas

BRÈVE

Commerce

L'Algérie ouvre son marché au poulet brésilien

Après avoir autorisé récemment l'importation des viandes blanches, l'Algérie va importer du poulet du Brésil. En effet, le ministère brésilien de l'Agriculture a annoncé, ce jeudi, dans un communiqué, que le Brésil et l'Algérie ont conclu les négociations concernant l'ouverture du marché algérien à la viande de poulet brésilienne, après avoir examiné les certifications et établi les exigences en matière de santé et de sécurité. « Le Brésil est le plus grand exportateur et le deuxième producteur mondial de viande de poulet, se consolidant comme un fournisseur fiable et compétitif, qui consacre 36 % de la production nationale au marché étranger », souligne la même source.

Et de préciser : « Les exportations brésiennes de ce produit en 2023 ont déjà atteint, jusqu'en août, 6,73 milliards de dollars américains, soit un chiffre de 5,5% supérieur au total atteint au cours de la même période de 2022. » « L'année dernière, le Brésil a exporté 9,52 milliards de dollars américains de viande de poulet, avec expéditions de 4,6 millions de tonnes vers 170 marchés », détaille encore le ministère brésilien de l'Agriculture. L'agence britannique Reuters, qui a relayé l'information, a évoqué un accord qui élargit la présence de la volaille brésilienne sur les marchés halal à majorité musulmane. Rappelant que le marché algérien de 44 millions d'habitants était jusque-là fermé aux importations de poulets

Agence

Sahel, Afrique, hydrogène vert, gaz naturel, électricité et ammoniac Algérie, Italie, Galsi et grand plan militaire en Bassin Méditerranéen

Reçu il y a tout juste une semaine au siège de la Présidence par le Chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, le ministre italien de la Défense, Guido Crosetto, était en visite officielle à Alger. Un voyage stratégique et militaire par excellence, durant lequel le ministre italien avait déclaré que «pour l'Italie, l'Algérie est un pays stratégique et d'une extrême importance». Presque devenus des alliés, les deux pays, l'Algérie et l'Italie, se préparent-ils à une alliance militaire maritime pour protéger et sécuriser l'un des plus importants gazoducs sur le Bassin Méditerranéen, Galsi ?

La visite récente du ministre italien de la Défense, Guido Crosetto, à Alger, et sa rencontre avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ainsi que le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, s'inscrit dans cette optique à savoir : la préparation d'un plan militaire sécuritaire commun, entre l'Armée nationale populaire (ANP) et l'Armée italienne, autour du prochain gazoduc, Galsi, qui va relier via le Bassin Méditerranéen, l'Algérie et l'Italie, avec une alimentation sous-marine de quatre matières énergétiques redoutables, stratégiques et sensibles, dont sa sécurisation, protection et surveillance mérite un plan militaire sécuritaire commun entre les deux armées, algérienne et italienne, expliquent des observateurs et spécialistes des questions militaires et géopolitiques.

Ce nouveau gazoduc géant qui comprend quatre matières énergétiques stratégiques, qui va être aménagé entre les deux pays, l'Algérie et l'Italie, avec, dans un premier temps, une capacité de 8 à 10 milliards de mètres cubes/an d'acheminement du gaz, de l'ammoniac, de l'électricité et de l'hydrogène vert et bleu, est placé à haute importance, voire un projet stratégique par les deux pays, surtout dans un monde plongé dans les conflits et guerres géostratégiques et, surtout, des crises énergétiques. Un méga-projet qui s'étendra sur 837 km, dont 565 seront en offshore à travers la mer Méditerranée, et 272 à terre, dont le coût global du projet est estimé à 2,5 milliards de dollars. Ce prochain gazoduc, Galsi, dont sa réalisation bat son plein grâce aux grands efforts déployés par des entreprises algériennes et italiennes, est considéré comme étant un projet géostratégique et géo-économique pour l'Europe, en raison de sa grande contribution à répondre aux besoins énergétiques et économiques pour de nombreuses capitales européennes et non pas seulement pour Rome.

Alger-Rome vers le sommet

Officiellement et lors de ses rencontres avec le Chef de l'Etat et le Général d'Armée, Guido Crosetto, avait déclaré que l'objectif de son voyage à Alger est «de consacrer la stabilité dans la région du Bassin Méditerranéen mais aussi la région du Sahel, l'Algérie et l'Italie sont appelées à développer davantage leur coopération, notamment dans le domaine militaire», a-t-il mentionné, tout en persistant que «l'Algérie est un partenaire stratégique en Afrique pour Rome», a fait observer le ministre italien de la Défense. Ses déclarations indiquent, quelque part et d'une manière beaucoup plus précise, qu'un plan militaire commun est en train de se dessiner entre les deux Armées, algérienne et italienne, autour de la protection militaire du prochain géant Galsi.

Dans une déclaration à la presse à l'issue d'une audience que lui a accordée le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Crosetto avait, aussi, signalé que



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait affirmé, devant la Première ministre italienne, que le nouveau projet de gazoduc entre l'Algérie et l'Italie revêtait «une importance extrême» et «sera réalisé en peu de temps». (Photo : DR)

les deux pays sont conscients de la nécessité de développer davantage la coopération bilatérale, dans l'objectif de consacrer la stabilité dans la région du bassin méditerranéen mais aussi la région du Sahel. «Pour plus de stabilité dans le continent africain dans les mois à venir, nous allons œuvrer à élaborer un plan d'action pour faire face aux défis auxquels sont confrontés nos deux pays», a fait savoir l'hôte italien.

Faisant la mention du Bassin Méditerranéen lors de ses déclarations à Alger et devant le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, le ministre de la Défense italienne parlait, sans aucun doute, d'un plan militaire marin, géo-stratégique, qui concernera la sécurisation du gazoduc Galsi, mais aussi la lutte contre le trafic d'humains, à travers l'immigration clandestine, qui ne cesse de

le chef d'État-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha, avait porté sur cette question majeure, selon un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Les deux parties avaient passé en revue les domaines de la coopération militaire et les moyens de développement et de renforcement de la coordination sur les questions d'intérêt commun, traduisant ainsi la profondeur des relations historiques entre les deux pays amis», avait précisé le communiqué du MDN. A cette occasion, le Général d'Armée, Saïd Chanegriha avait prononcé une allocution dans laquelle il avait mis en valeur le caractère séculaire et solide des relations algéro-italiennes et les potentialités des deux pays, à même de contribuer à la concrétisation d'«une coopération qualitative et durable».

Berlin, Giorgia Meloni, ENI, Sonatrach et hydrogène vert

Le 23 janvier 2023, le Groupe pétrolier italien, ENI, avait signé un accord avec Sonatrach à Alger, un pays à fort potentiel et qui intéresse pas uniquement l'Italie, mais aussi Berlin.

Un deal conclu en présence de la Première ministre italienne, Giorgia Meloni, laquelle avait déclaré que «l'Algérie peut devenir un leader aux niveaux africain et mondial, et l'Italie est la porte d'entrée pour la fourniture de cette énergie à l'Europe», avait révélé la Première ministre italienne lors de sa visite officielle effectuée en Algérie.

L'accord prévoit, bien entendu, la production et l'export vers l'Europe d'hydrogène, vert ou bleu, mais aussi l'ammoniac et l'électricité, des énergies nouvelles et stratégiques à la fois. Un nouveau gazoduc comprenant quatre ressources énergétiques, le gaz naturel, l'ammoniac, l'hydrogène vert et l'électricité, va être aménagé entre les deux pays, avec une capacité de 8 à 10 milliards de mètres cubes/an pour acheminer du gaz, de l'ammoniac, de l'électricité et de l'hydrogène. Le projet Galsi s'étendra sur 837 km, dont 565 seront en offshore à travers la mer Méditerranée, et 272 à terre.

Il coûtera 2,5 milliards de dollars. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait affirmé, devant la Première ministre italienne, que le nouveau projet de gazoduc entre l'Algérie et l'Italie revêtait «une importance extrême» et «sera réalisé en peu de temps», avait mentionné le Chef de l'Etat.

C'est une belle opportunité pour l'Algérie, qui, comme d'autres concurrents arabes, tels que le Qatar ou encore l'Arabie saoudite, cherche à devenir un producteur d'énergies alternatives et de premier plan, en particulier l'hydrogène vert grâce à un soleil abondant qui déborde tout le territoire du pays et surtout le Grand Sahara algérien.

L'Algérie avait déjà conclu un partenariat avec l'Allemagne, qui cherche à diversifier ses sources d'énergie depuis la guerre en Ukraine. Un accord avait été signé le 22 décembre 2022 entre Sonatrach et la société allemande VNG, pour livrer de l'hydrogène à partir de 2030.

Les deux parties, algérienne et allemande, négocient par ailleurs la construction en Algérie d'une usine d'hydrogène vert, d'une capacité de production allant jusqu'à 20 MW, lequel devrait être opérationnel d'ici 2024.

Sofiane Abi

«Les deux parties avaient passé en revue les domaines de la coopération militaire et les moyens de développement et de renforcement de la coordination sur les questions d'intérêt commun, traduisant ainsi la profondeur des relations historiques entre les deux pays amis», avait précisé le communiqué du MDN.

causer de graves préjudices économiques et sécuritaires pour l'Italie et l'Europe entière. Le ministre italien, qui avait effectué, il y a une semaine, une visite de travail en Algérie et qui était à la tête d'une délégation militaire de haut niveau, avait déclaré que les deux pays «ont convenu de développer la coopération entre les deux institutions militaires algérienne et italienne», ajoutant que «notre principal objectif est de réaliser le développement économique et la stabilité en Afrique et dans le pourtour méditerranéen ainsi que la lutte contre le terrorisme». Le ministre italien avait également expliqué qu'Alger et Rome œuvrent à développer la coopération dans le domaine de l'industrie, affirmant que son pays est «convaincu que l'Algérie est un partenaire stratégique en Afrique».

Coopération militaire algéro-italienne, une exigence

Les défis sécuritaires dans le Bassin Méditerranéen étaient l'une des questions les plus importantes abordées lors de cette visite du ministre de la Défense, Guido Crosetto, bien entendu aux côtés d'autres défis, notamment au Sahel, en Afrique et en Europe même avec les effets désastreux de l'immigration clandestine. D'ailleurs, l'audience que lui avait accordé

Une durabilité dans la coopération militaire algéro-italienne, ce qui confirme la naissance, prochaine, d'une sorte d'Alliance militaire entre Alger et Rome autour de la sécurisation, protection et surveillance du gazoduc stratégique, Galsi.

Le Général d'Armée avait également «fait mention de la diversification enregistrée dans les domaines de coopération militaire entre les deux Armées, en soulignant que l'ANP est prête à développer et promouvoir les relations bilatérales au niveau qui leur sied, notamment à la lumière des changements actuels et du contexte d'instabilité qui caractérise la région», avait noté ce jour là un communiqué du ministère de la Défense sur cette visite du ministre italien de la Défense en Algérie.

Le Général d'Armée avait réitéré l'entière disposition à œuvrer pour «la consolidation du programme de coopération bilatérale qui n'est pas seulement un choix, mais aussi une exigence dictée par les changements actuels et le contexte d'insécurité qui caractérisent notre région, lesquels nécessitent la conjugaison des efforts, pour pacifier les pays qui souffrent des répercussions des conflits, et les aider à retrouver leur stabilité et leur sécurité», avait précisé le Chef d'Etat-major devant son homologue italien.

INFO EXPRESS

Oum El Bouaghi

Arrestation d'un individu et saisie de plus de 400 grammes de kif traité

Poursuivant les opérations dans le cadre de la lutte impeccable contre le trafic et la consommation de la drogue en milieu urbain, nous apprenons que récemment et après exploitation des informations faisant état qu'un individu âgé de 37 ans possédant de la drogue afin de l'écouler dans un quartier de la ville de Oum El Bouaghi, les éléments de la police de la 2^e Sûreté urbaine de Oum El Bouaghi qui ont déclenché une enquête et après une soignée mise en place, l'opération s'est soldée par l'arrestation du narcotraffiquant. Après avoir entamé toutes les procédures réglementaires, les enquêteurs qui ont investi le domicile du dealer ont découvert 4 plaquettes de kif traité d'un poids de 410 grammes, a-t-on indiqué le 11/10/2023. La même source précise que le mis en cause a été présenté par devant le tribunal de Oum El Bouaghi pour les chefs d'inculpation, détention et commercialisation de la drogue.

A.Remache

Education

Une enseignante poignardée par son élève

Un drame a été évité de justesse au niveau du collège d'enseignement moyen (CEM) Ahmed Gadouj à Aïn Azel, wilaya de Sétif. La victime n'est autre que la professeure de mathématique qui a été grièvement blessée par son élève de 3^e année. Selon les premières informations, l'élève aurait demandé une première fois à l'enseignante de retirer le rapport établi à son encontre à la suite des débordements qu'il aurait commis en classe. Devant le refus de l'enseignante, l'élève a sorti un objet tranchant de son cartable avant d'asséner deux coups à la victime. Touchée à la main et au dos, la professeure a été prise en charge par les éléments de la protection civile et fut évacuée aux urgences de l'hôpital de Aïn Azel, Wilaya de Sétif. Toujours et selon les mêmes informations, l'agression a été perpétrée par l'élève dans la matinée au moment où la majorité de ses camarades étaient encore en récréation. Après les soins prodigués aux urgences de l'hôpital « Youcef Yaalaoui », la professeure a été transportée à l'extérieur de l'établissement sanitaire où elle a subi un examen scanner au niveau d'une clinique privée. L'équipement en question le tomodynamométrie (Scanner) qui se trouve au niveau de l'hôpital ne fonctionne pas en raison d'une panne, a-t-on appris. Plus de peur que de mal, les jours de l'enseignante ne sont pas en danger, elle a été autorisée à regagner son domicile avec un ITT de 13 jours. ■

Khenchela

Plus de 76.000 comprimés psychotropes saisis

Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Khenchela ont saisi 76.320 capsules de psychotropes et arrêté un suspect, a indiqué jeudi la cellule de communication du groupement de wilaya de ce corps de sécurité.

Selon la même source, les gendarmes exploitant des informations relatives à la tentative d'une bande criminelle pour faire passer une cargaison de psychotropes par le territoire de compétence ont aussitôt constitué une formation fixe et autre mobile patrouillant les pistes et routes parvenant à intercepter un camion trans-



La fouille du camion de transport de fruits et légumes suspect a permis de découvrir 13 paquets contenant 76.320 comprimés de psychotropes.

portant des caisses de fruits et légumes. La fouille du camion suspect a permis de découvrir 13 paquets contenant 76.320 comprimés psychotropes dissimulés dans les caisses de lé-

gumes et fruits donnant lieu à la saisie du camion et l'arrestation du chauffeur, a-t-on précisé. La poursuite des investigations sur l'origine et la destination des psychotropes a conduit à l'iden-

tification de deux autres complices en état de fuite, est-il indiqué. Le mis en cause a été présenté devant les autorités judiciaires compétentes au terme des procédures légales, a-t-on ajouté. ■

Bourse universitaire

La plateforme numérique «Minhati» pour le dépôt du dossier lancée

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a annoncé, jeudi à Alger, le lancement officiel de la plateforme numérique «Minhati», qui permet aux étudiants de déposer, à distance, le dossier de la bourse universitaire, laquelle devra être versée le 18 de chaque mois. Dans le cadre des efforts du ministère visant à parvenir à «0 papier», le département de l'Enseignement supérieur a lancé une nouvelle plateforme, dite «Minhati», dédiée aux étudiants bénéficiaires de la bourse universitaire, laquelle sera versée le 18 de chaque mois, en vue de leur permettre de déposer leur dossier en ligne, a précisé le ministre à l'ouverture des travaux de la

Conférence nationale des universités. Cette démarche permet, selon le ministre, de «faciliter le lien entre les étudiants et l'administration à travers la numérisation des procédures, et la mise en place d'une bonne gouvernance dans la gestion des œuvres universitaires», rappelant, par là même, l'existence de «46 autres plateformes créées au profit du ministère de l'Enseignement supérieur». Le ministre s'est également félicité de «l'initiative du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'élever la bourse universitaire de 1.300 DA à 2000 DA/mois». Cette conférence est consacrée à «la mise au point de la stratégie du secteur à l'horizon 2029», a expliqué le ministre dans un autre contexte, relevant «l'im-

portance de faire de l'université algérienne, toutes spécialités confondues, un établissement d'innovation et de rayonnement, contribuant à la réalisation des objectifs de l'Algérie nouvelle». Mettant en avant le rôle des établissements universitaires pour avoir rompu avec les anciennes pratiques, le ministre a relevé l'importance de «les ériger en locomotive de développement socioéconomique». Pour rappel, vingt-trois (23) universités avaient rejoint, pour la première fois, le classement «Times Higher Education» (THE). L'Algérie a, ainsi, décroché la 1^{re} place au Maghreb et la 2^e place en Afrique, en termes du nombre d'établissements universitaires intégrant ce classement mondial. ■

LG Electronics

La barre de son SN4 de LG Electronics en vente promotionnelle

LG Electronics continue d'innover dans l'univers de l'audiovisuel avec la barre de son SN4, spécialement conçue pour compléter les téléviseurs. Pour une durée limitée, cette barre de son est disponible à un prix promotionnel spécial jusqu'au 28 octobre 2023. Les produits LG se distinguent par leur qualité d'image optimale et un son immersif pour une expérience inoubliable. La barre de son SN4 offre une expérience plus enrichissante ainsi que des émotions plus intenses et un plaisir encore plus profond, qu'il s'agisse de passer des soirées télé en famille ou entre amis, de regarder un match, de visionner un film. Tout en garantissant une expérience exceptionnelle, LG Electronics réalise des avan-

cées constantes qui ne cessent d'impressionner les utilisateurs mais aussi de transformer leur quotidien. La barre de son LG SN4 est dotée de deux haut-parleurs intégrés et d'un caisson de basses sans fil, offrant un son riche et dynamique. Avec une puissance totale de 300 watts, elle remplit facilement n'importe quelle pièce de musique cristalline et de dialogues clairs pour les films et séries préférés des utilisateurs. Grâce à la technologie DTS Virtual : XTM, la LG SN4 crée un son surround virtuel, transportant le téléspectateur au cœur de l'action de son film préféré. Il peut désormais profiter d'une expérience audio immersive sans avoir besoin d'un système de haut-parleurs complexe. La barre de son LG SN4 est bien

plus qu'un simple équipement audio. Elle est également une pièce maîtresse du décor. Avec son design épuré et sa finition noire sophistiquée, elle s'intègre harmonieusement dans n'importe quel espace de divertissement. Ses lignes modernes et sa conception compacte en font un complément parfait pour les intérieurs contemporains. Connectivité sans fil pratique : La LG SN4 est équipée de la connectivité Bluetooth, ce qui permet de diffuser de la musique sans fil depuis les appareils mobiles, tablettes ou ordinateurs. Elle est également compatible tous les téléviseurs LG, assurant une intégration facile dans la configuration existante. ■

INFO EXPRESS

Algérie vs Cap Vert / Egypte vs Algérie
Mobilis au rendez-vous avec les Verts

ATM Mobilis, partenaire officiel de la Fédération algérienne de football (FAF) et des équipes nationales, encourage les Verts à l'occasion des deux rencontres amicales de préparation en prévision des prochaines échéances internationales, notamment le début des éliminatoires du Mondiale 2026 et la 34^e édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2024) en Côte d'Ivoire. Après les deux matches amicaux disputés au mois de septembre dernier, face à la Tunisie et le Sénégal, l'équipe nationale disputera deux nouvelles joutes amicales, contre d'abord le Cap-Vert, le jeudi 12 octobre à 20h00 au Stade du Chahid Hamlaoui de Constantine, puis se déplacera à Abu Dhabi, aux Emirats Arabes Unis, pour affronter l'Égypte, le lundi 16 octobre à 17h00 (heure algérienne), au stade Hazaa-Bin-Zayed d'Al-Aïn. Pour rappel, l'Algérie s'est qualifiée pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations prévue en Côte d'Ivoire du 13 janvier au 11 février 2024, et s'apprête à entamer la campagne des qualifications et valider son billet à l'épreuve mondiale, début du mois prochain. Fidèle à son engagement d'accompagner et d'encourager les Guerriers du Désert, ATM Mobilis ne ménagera aucun effort pour les soutenir, partout et à tout moment de leur parcours. Bonne chance aux Verts. ■

Agression sioniste

La situation humanitaire empire à Ghaza et en Cisjordanie occupée

La situation humanitaire dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie occupée empire davantage, mercredi, du fait de la poursuite de l'agression sioniste pour le cinquième jour consécutif et du siège total imposé par l'entité sioniste, mettant en péril la vie de centaines de milliers de personnes innocentes et sans défense.



Plusieurs hôpitaux ont été totalement ou partiellement détruits par les bombardements des forces d'occupation.

Selon la ministre palestinienne de la Santé, Mai al-Kaila, les stocks de médicaments dans les hôpitaux encore en activité dans la bande de Ghaza, s'épuisent dangereusement. «La situation est très difficile, les stocks de médicaments s'épuisent dans la bande», a alerté la ministre, dénonçant «la fermeture des accès par les forces d'occupation pour acheminer des convois de médicaments».

La même source a souligné que «plusieurs hôpitaux ont été totalement ou partiellement détruits par les bombardements des forces d'occupation». Mardi, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a demandé en vain l'ouverture d'un couloir humanitaire vers la bande de Ghaza, pour atténuer un tant soit peu la pénurie des médicaments. Le manque de médicaments et de la nourriture dans les quartiers de la bande de Ghaza, ainsi que de l'électricité a poussé, selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), quelque 264.000 personnes à se déplacer à l'intérieur de l'enclave palestinienne. «Soit 10% des 2,3 millions d'habitants de Ghaza», a fait savoir Ocha, notant qu'«avec la

poursuite des bombardements (des forces d'occupation), ce nombre devrait encore augmenter». L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) qui a perdu neuf de ses employés, tués dans des raids sionistes- avait fait savoir déjà lundi que plus de 37.000 Palestiniens de Ghaza ont trouvé refuge dans 83 de ses écoles. De son côté, l'ONG Human Rights Watch (HRW), tout en dénonçant la «punition collective» décidée par l'entité sioniste à l'encontre des Palestiniens dans la bande de Ghaza, en les privant d'électricité, d'eau, de nourriture et de carburant, a mis en garde contre une véritable crise humanitaire. Dans le même ordre d'idées, le Programme alimentaire mondial (PAM) s'est dit «profondément inquiet» des difficultés d'accès aux produits alimentaires de base, notamment dans la bande de Ghaza en raison de l'escalade sioniste en cours. Pour le représentant palestinien permanent auprès des Nations unies, Riyad Mansour, la situation humanitaire dans la bande de Ghaza risque de tourner en génocide. «Une déshumanisation aussi flagrante et des ten-

tatives visant à bombarder un peuple pour le soumettre, à utiliser la famine comme méthode de guerre et à éradiquer son existence nationale ne sont rien de moins qu'un génocide», a écrit le diplomate dans une lettre adressée mardi au Conseil de sécurité de l'ONU.

Les aides internationales aux Palestiniens s'amenuisent

Déjà insuffisantes bien avant l'escalade de l'entité sioniste contre la bande de Ghaza, les aides humanitaires internationales en direction des Palestiniens risquent de se raréfier dans les prochains jours, en raison du parti pris flagrant de certains Etats avec l'occupant. La Norvège, qui préside le groupe des donateurs pour la Palestine, a demandé d'ailleurs mercredi à la communauté internationale de maintenir son aide financière aux Palestiniens. «La situation ne fera que se détériorer encore plus si la communauté internationale suspend ou réduit son aide à ce moment critique», a déclaré la cheffe de la diplomatie norvégienne, Anniken Huitfeldt. Avant d'ajouter : «En tant que présidente du groupe des donateurs internationaux (AHLC), la Norvège encourage la communauté internationale à poursuivre son assistance fi-

nancière au peuple palestinien». «Cela inclut le soutien à l'Autorité palestinienne canalisé via la Banque mondiale, l'assistance via des organisations internationales telles que les agences de l'ONU et le soutien aux organisations humanitaires», a-t-elle souligné. Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a averti lui aussi contre les répercussions de ladite démarche. Commentant lundi l'intention des pays de l'Union européenne (UE) de suspendre les aides au développement à l'endroit des Palestiniens, Guterres a appelé en urgence le président du Conseil européen, Charles Michel, lui demandant de convaincre les Vingt-Sept de surseoir à une démarche aux conséquences imprévisibles. Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) a plaidé, lui aussi mardi, pour «un soutien financier durable» aux Palestiniens. A rappeler qu'après l'opération «Déluge d'Al-Aqsa» lancée par la résistance palestinienne en riposte aux crimes de l'occupation sioniste, plusieurs pays tels que l'Allemagne, la Suède et le Danemark, ont annoncé une suspension de leur aide au développement -mais pas de leur aide humanitaire- aux Palestiniens.

APS

Agressions sionistes contre Ghaza Les manifestations se poursuivent aux Etats-Unis

Les manifestations condamnant et dénonçant les crimes de l'occupation sioniste dans la bande de Ghaza se poursuivaient, jeudi, aux Etats-Unis, rapporte l'agence palestinienne de presse, Wafa. Des milliers de personnes, membres des communautés palestinienne, arabe et islamique à Chicago, en Californie, à New York et au Michigan, ont pris part à ces manifestations en réponse à l'appel des institutions palestiniennes et des droits de l'homme, selon la même source. Les manifestations ont exhorté les décideurs à

faire preuve de discernement, appelant aussi à mettre fin aux crimes de l'occupation dont le ciblage des maisons palestiniennes, des lieux de culte, des hôpitaux, et des centres médicaux. Ils ont également demandé aux décideurs américains d'agir pour mettre fin aux coupures de l'eau, d'électricité et de carburant à Ghaza. Le bilan de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza et la Cisjordanie occupée s'est alourdi, jeudi, à 1448 martyrs et 6886 blessés, selon le ministre palestinien de la Santé.

APS



Manifestation de soutien à la Palestine aux USA.

Suède

Première condamnation pour incitation à la haine après l'autodafé du Coran

Un homme a été condamné jeudi par un tribunal suédois pour incitation à la haine après avoir brûlé un exemplaire du coran en 2020, premier jugement pour ce type d'acte. En septembre 2020, l'homme de 27 ans avait enregistré une vidéo dans laquelle il montrait un coran et du bacon en train d'être brûlés sur un barbecue

devant la cathédrale de Linköping, une ville du centre de la Suède. Ces derniers mois, la Suède a été le théâtre de plusieurs autodafés du Coran, provoquant l'indignation dans le monde musulman.

Le gouvernement suédois a condamné les autodafés du livre sacré sur son sol.

APS

OCI

L'agression sioniste est un «crime de guerre» et «une flagrante violation du droit international»

L'Organisation de la coopération islamique (OCI) a énergiquement condamné, jeudi, l'agression sioniste en cours contre la bande de Ghaza et la Cisjordanie occupée, la qualifiant «de crime de guerre» et de «flagrante violation du droit international et humanitaire». Dans un communiqué, relayé par l'agence de presse Wafa, l'OCI «tient l'entité sioniste pour entièrement responsable des répercussions de la poursuite de cette agression» sioniste qui en est à son sixième jour. Fustigeant le recours de l'entité sioniste, en plus des massacres de personnes inno-

centes, aux coupures d'eau et d'électricité, l'OCI «a interpellé la communauté internationale à intervenir d'urgence en vue de contraindre l'entité sioniste à mettre fin à ses exactions et à ouvrir sans délais des couloirs humanitaires pour permettre l'acheminement de médicaments, de vivres et de produits de première nécessité. Le bilan de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza et la Cisjordanie occupée s'est alourdi, jeudi, à 1448 martyrs et 6886 blessés, selon le ministre palestinien de la Santé, cité par l'agence de presse Wafa.

APS

Des enfants figurent parmi des Palestiniens tués dans un bombardement israélien à Khan Younis

Les avions de combat de l'occupation israélienne ont lancé une frappe aérienne dévastatrice aux premières heures de vendredi dans la ville de Khan Younis, au sud de la bande de Gaza, entraînant la perte de 10 vies alors que les équipes d'intervention d'urgence travaillaient avec diligence pour récupérer les victimes, selon des sources locales. Les sources ont rapporté que les avions

israéliens ont visé un immeuble résidentiel sans avertissement préalable, le rasant et faisant 10 morts parmi les civils. Parmi les victimes figuraient des enfants, des hommes et des femmes, ce qui souligne le caractère aveugle de l'agression israélienne en cours. Les avions de guerre israéliens ont lancé une série de frappes aériennes intenses dans diverses zones de la bande de Gaza vendredi

matin. La majorité de ces frappes aériennes étaient concentrées dans le nord-ouest de la ville de Gaza et dans la région nord de la bande. Pendant ce temps, des tirs d'artillerie israélienne ont été signalés dans les provinces de Rafah et de Khan Younis, au sud de la bande de Gaza. L'escalade de l'agression israélienne a entraîné une augmentation dévastatrice du nombre de morts dans la

bande de Gaza. Depuis samedi dernier, le nombre total de morts s'est élevé à 1537, tandis qu'environ 6612 personnes ont été blessées. Ces chiffres alarmants ont été publiés dans la dernière mise à jour du ministère de la Santé, qui a noté que les chiffres continuent d'augmenter alors que l'agression entre dans sa septième journée consécutive. ■

société

Un phénomène pathologique courant

La phobie dans tous ses états

L'homme a toujours eu peur de quelque chose, c'est une tendance tout à fait naturelle. Aussi, il est rare de trouver quelqu'un qui n'a jamais eu peur. On a souvent peur de l'ascenseur, quand celui-ci tombe en panne de courant qui l'immobiliserait au milieu du trajet, parce que c'est déjà arrivé à une famille bloquée dans un ascenseur tombé subitement en panne et qui avait provoqué une panique générale jusqu'au retour du courant électrique un quart d'heure après, quand on pense que cela aurait duré une heure ou plus. Tous les occupants ont juré de ne plus rentrer dans un ascenseur.

D'autres cas de phobie tels ceux qui ont peur du noir et qui ne peuvent pas passer la nuit

seuls dans une maison tant ils ont peur de voir surgir du fond du couloir ou d'un coin de la maison, un revenant ou un quelconque être invisible et malfaisant et dans le noir, n'importe quel bruit le fait sursauter. Il arrive que le vide fasse peur plus que tout autre chose comme se trouver dans un grand espace, par exemple dans le désert où on n'entend aucun bruit pouvant tranquilliser. Il est arrivé soudainement à quelqu'un de se retrouver seul, dans un endroit où il n'y avait même pas les chants des oiseaux et des cigales et à des kilomètres à la ronde, pas la moindre voix d'un semblable, sa première réaction a été d'avoir peur du vide et de crier en guise d'appel au secours. Il n'y eut point de réponse humaine, mis à part son écho qui se répercutait au loin. En nous fondant sur des faits précis, nous pouvons aussi ajouter que ce phénomène naturel est vieux comme le monde. Chaque génération est marquée par des personnes apparemment normales, mais qui réagissent drôlement devant un animal sauvage, par exemple le lézard. On ne les comprend pas tant nous sommes différents et beaucoup ont tendance et à tort à se moquer d'eux, particulièrement ceux qui ont des cafards, les gros surtout pour les femmes qui en ont peur, et qui fuient en poussant des cris forts rien qu'en les voyant passer. Et à partir du mot phobie, on a inventé des mots nouveaux et à connotation politico racial comme : xénophobie ou haine de l'étranger dans un pays, islamophobie ou ne pas supporter la présence de musulmans dans un pays qui un pays qui n'est pas le leur.

Ceux qui ont la phobie de situations particulières

Ils sont nombreux et il est impossible de les évoquer tous. On nous a raconté une histoire qui fait partie du vécu, il s'agit de quelqu'un qui avait peur des revenants, c'est à dire de gens morts qui reviennent parmi les vivants. Le progrès scientifique et le fait qu'il soit instruit n'ont pas pu dis-



siper cette peur qu'un jeune homme a eue depuis son enfance. Un jour, pour le mettre à l'épreuve des jeunes hommes de son âge lui ont demandé d'aller enfoncer un piquet en pleine nuit, dans un cimetière. Cela s'est passé au cours d'un hiver, le candidat à l'épreuve vêtu d'un burnous prit son courage à deux mains et se dirigea vers le cimetière, par une nuit bien noire.

Pour assister à la scène, les jeunes l'avaient suivi pour le voir faire. Ils l'ont vu faire sans être vus, à un endroit bien choisi, il tremblait au moment de planter le piquet, et sitôt la mission accomplie, il ne put se relever, il poussa des cris, pensant avoir été attrapé par un revenant, alors que c'était lui qui avait enfoncé le piquet dans un pan de son burnous et qui l'avait empêché de se relever. Un autre fait vécu. Et cela s'est passé la nuit au cours de laquelle un monde mystérieux s'éveille dans la solitude et le silence. Un homme venait d'arriver dans sa petite localité, il marchait pour se rendre chez lui quand tout à coup il entendit des coups de marteau venant de l'atelier d'un vieux forgeron chez qui il aimait passer de longs moments à discuter. Il y avait de la lumière et l'artisan devait être à l'œuvre, il était tout content de retrouver son ami de toujours et comptait discuter un coup avant de rentrer à la maison. Ce forgeron avait quitté la forge depuis de longues années. Il ouvrit la porte de la forge et vit son camarade qui lui fit un grand sourire, puis mystérieusement cette lumière s'éteignit au bout d'une seconde et se retrouvant dans le noir de la nuit, notre voyageur sortit immédiatement pour prendre la fuite en direction de sa maison en tremblant tant il a eu peur. Le lendemain matin, il raconta à ses camarades ce qui lui était arrivé la veille, aucun ne sut lui donner une quelconque explication. Une pareille scène fait peur, et rien qu'à l'évoquer, ça donne des frissons, surtout aux personnes sensibles. Cette histoire qui fait partie du vécu collectif de la

petite localité et remonte à plus de cinquante ans, mais elle continue de faire peur jusqu'à aujourd'hui, on évite de rentrer la nuit en passant près de l'atelier du forgeron, sorte de hangar encore debout, mais abandonné. Le forgeron, quant à lui, est mort depuis une quarantaine d'années, mais il continue de hanter toute la population qui connaît l'histoire du voyageur nocturne, au cours d'une nuit noire et depuis tout le monde croit aux revenants, rien qu'à les évoquer on la chair de poule.

D'autres personnes, d'autres phobies

Il y a une diversité de phobies, c'est dans la nature des caractères. Ainsi il y en a qui ont la phobie de l'échec. Echouer est pour eux un vrai drame, cela signifie qu'on n'a pas de niveau requis et on a honte de sa personne. On s'isole pendant longtemps pour ne pas rencontrer les gens informés sur son échec. Echouer sur le plan familial ou professionnel, c'est encore plus grave pendant que d'autres, ceux de son âge, ont réussi. Avoir la phobie de l'échec, c'est un cas pathologique et la personne a besoin d'une thérapie adaptée auprès d'un psychothérapeute ou d'un psychologue spécialisé. Echouer, à l'exception des surdoués, ça peut arriver à tout le monde et il faut assumer son échec en se disant cette fois, j'ai échoué parce que je n'ai pas le niveau requis et je dois refaire mon examen dans de meilleures conditions pour augmenter mes chances. Ceux qui la phobie des serpents ou des lézards sont aussi drôles. C'est vilain pour un homme âgé de crier de peur d'un reptile. Un chauffeur de bus qui a la phobie des serpents et quand il les voit, il se sauve en criant comme un fou. Un jour, il en a trouvé un et un grand autour des pédales, il a sursauté et il a sauté en criant par la porte avant et il est parti au loin. Il n'est revenu que lorsqu'il était certain que la bête a été abattue par des hommes courageux.

D'autres ont surtout peur des gros ca-

fards, quand ils en voient un, ils sont même capables de se jeter par la fenêtre. Il leur faut quelqu'un de normal pour les calmer le temps de faire la chasse à ces bêtes ou de les tuer. Parmi ceux qui sont atteints de cette phobie, on trouve des hommes et surtout des femmes. On peut dire qu'il s'agit là d'une maladie. Pourtant les gros cafards sont inoffensifs, ce n'est pas comme les souris et les rats que d'autres ne supportent pas de voir, c'est des bêtes vraiment répugnantes qui font partie des créations parasitaires et inutiles autant que les cafards. Ce n'est pas comme le lézard qu'on peut admirer. On se demande pourquoi certaines personnes en ont la phobie au point de prendre la fuite en le voyant. Ce que fit un professeur homme qui, à la vue d'un lézard part comme un fou au milieu d'une réunion.

Revenons aux humains qui ont peur d'être dépréciés en n'osant jamais prendre la parole en public, ils ont peur que les autres découvrent leurs insuffisances. Ils rougissent dès qu'on leur pose une question à laquelle ils doivent répondre, ils ont vraiment honte de parler et qu'on découvre leur voix. Ce type de comportement relève plutôt de la psychiatrie ou de la psychothérapie, car il s'agit là d'une maladie qu'on doit appeler la timidité malade.

Parmi ces timides, il y en a qui ont des réactions violentes. Ils sont incapables de se défendre par la parole, ils réagissent violemment dès qu'ils se voient lésés ou victime d'une injustice. Une phobie, celle des enfants qui ont peur de voir leurs parents divorcer, parce qu'ils sont en désaccord, si c'est des enfants, la situation peut les rendre malades. Et ceux qui sont les plus malades sont ceux qui ont peur d'un cambriolage à leur domicile, le moindre bruit les fait sursauter et les empêchent de se rendormir la nuit. C'est un vrai cauchemar qu'ils vivent à la manière d'Harpagon de l'avare de Molière.

INFO EXPRESS

Bordj Bou Arreridj Manœuvre simulant un séisme au Sud de la wilaya

Les services de la Protection civile de la wilaya de Bordj Bou Arreridj ont exécuté jeudi une manœuvre simulant l'intervention suite à un séisme secouant le Sud de la wilaya.

Supervisé par le wali, Kamel Nouicer, cet exercice s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de wilaya d'organisation des secours 2023 et simule un séisme de 5,5 degré de magnitude frappant la localité de Soulit dans la commune d'El Hamadia, a indiqué à l'APS le chargé de communication de la direction de la Protection civile, le commandant, Ali Dahmane Rabah.

Cette secousse supposée, a ajouté le même officier, a causé des dommages à des entreprises de la zone industrielle de Mechta Fatma et aux agglomérations proches du chemin de fer entre Bordj Bou Arreridj et M'sila ainsi qu'à un train de transport de produits sensibles.

La manœuvre vise à mesurer la réactivité dans la mise en œuvre du plan de secours et à tester le niveau de disponibilité des différents intervenants face aux éventuels risques liés à un séisme, selon la même source.

De son côté, le wali a indiqué à l'occasion que «l'Algérie dispose d'une grande expérience face aux catastrophes naturelles, estimant que cette manœuvre retenue au programme de la direction générale de la Protection civile a été «un succès dans toutes les étapes de son exécution au niveau de la zone du séisme supposé». Il a également souligné que «l'intervention des diverses unités de la protection civile a été efficace grâce aux moyens logistiques mobilisés sur le terrain confirmant le niveau de préparation de l'Algérie face aux éventuelles catastrophes».

APS

Berrouaghia

L'histoire d'une ville

Berrouaghia qui tire son nom de la plante appelée en arabe «Berouagh» (Asphodèle) se situe à 108 Kilomètres d'Alger vers le sud. Le centre de Berrouaghia fut créé par décret impérial du 3 mars 1860, la région qui avait abrité avant 1830 une Z'mallah de Spahis au service du Bey de Médéa offrait en effet les conditions voulues d'implantation. Le lieu choisi pour l'établissement du village était situé sur la route Médéa – Boghar, au croisement de la route d'Aumale, là se tenait depuis un temps immémorial, un marché.

Le décret du 3 mars 1860 affectait au nouveau village un territoire de 663 ha. Par décrets du 27 janvier 1869 et 10 février 1869, le centre de Berrouaghia fut érigé en commune de plein exercice. Le 29 septembre 1876, l'administration procédait à un agrandissement du périmètre, indispensable au développement de l'agglomération, 457 ha prélevés sur les terres affectées à l'ancienne Z'mallah Spahis étaient rattachées à Berrouaghia. A la même époque était installé le pénitencier agricole (1879) transféré de Maison carrée et dont l'existence fournit de nouvelles ressources. L'agglomération celle-ci bénéficiant également de la présence du marché et du trafic en direction de Boghar, Aumale et Médéa

Sétif Saisie de plus de 28.000 unités de psychotropes à Bazer Sakra

Les éléments de la Sûreté de daïra d'El Eulma, wilaya de Sétif, ont saisi 28.650 unités de psychotropes et arrêté un dealer dans la commune de Bazer Sakra, apprend-on jeudi des services de Sûreté de la wilaya.

L'opération a été menée suite à l'exploitation d'informations relatives aux activités suspectes d'un dea-



Le centre de Berrouaghia fut créé par décret impérial du 3 mars 1860, la région avait abrité avant 1830 une Z'mallah de Spahis au service du Bey de Médéa. (Photo : D. R.)

perdait son caractère villageois pour devenir un petit bourg rural. Le décret du 30 mars 1882 ajoutant 214 ha au périmètre de la commune.

La population augmentait régulièrement. En 1887, Berrouaghia comptait 1043 habitants. Un nouveau facteur de prospérité vint avec la réalisation en 1892 de la ligne de chemins de fer Médéa – Djelfa dont Berrouaghia constitue pendant longtemps le terminus provisoire. La prospérité du

centre de Berrouaghia attirait une population toujours plus nombreuse. Cette progression démographique créait ou ravivait de multiples problèmes : alimentation en eau, locaux scolaires, habitat, etc.

Le rattachement le 7 août 1947 de 5 fractions de douars environ prélevées sur la commune mixte voisine, portait la population de 3494 habitants à 10.073 et la superficie de la commune de 2177 ha à 10.897 sans en accroître sen-

siblement les ressources. En 1954 la commune de Berrouaghia comptait 11.414 habitants, le 30 juin 1963 le centre de Ouled Deïd fut également rattaché à Berrouaghia, la population est passée de 11.414 habitants à 17.065 et la superficie de la commune de 10.897 à 25.897 ha.

Hamid Sahnoun

INFO EXPRESS

Tiaret Saisie de plus de 10.400 comprimés de psychotropes et arrestation de quatre individus

Les services de police de Tiaret ont réussi à saisir 10.450 comprimés de psychotropes et à arrêter quatre individus, a indiqué la direction de la Sûreté de wilaya, dans un communiqué mercredi.

La même source a précisé que l'opération a été menée par la brigade de recherche et d'investigations, relevant du service de wilaya de la police judiciaire, suite à l'exploitation d'informations selon lesquelles un groupe d'individus activaient, au niveau de la ville de Tiaret, dans la détention et le stockage d'une quantité de psychotropes.

L'opération s'est soldée par l'arrestation de quatre individus en possession de 10.450 comprimés de psychotropes, avec la saisie de 505.000. DA provenant des revenus de ce trafic de psychotropes, ainsi que deux véhicules. Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des suspects, qui seront présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Tiaret, sous l'accusation de détention et stockage de psychotropes en vue de la revente, selon le même communiqué.

APS

INFO EXPRESS

Skikda Lancement prochain des travaux de réalisation d'un CET à Collo

Les travaux de réalisation d'un Centre d'enfouissement technique (CET) des déchets ménagers seront lancés dans la commune de Collo «à la fin de l'année en cours», apprend-on jeudi du directeur de

l'Environnement, Miloud Ameur. Le même responsable a précisé à l'APS que ce projet financé par le Fonds national de l'environnement et du littoral pour une enveloppe financière de 180 millions DA est destiné à accueillir les déchets ménagers de cette commune qui totalise près de 40.000 habitants.

Le futur CET de Collo dont la réception est prévue fin 2024 occupe une surface de quatre hectares, a déclaré M. Miloud qui a souligné que l'étude déjà engagée du projet et sa réalisation ont été confiées à l'Agence nationale des déchets.

A terme, ce centre d'enfouissement

technique permettra d'éliminer la décharge sauvage du site de Boumehadjer qui représente un «point noir» dans la commune de Collo, a assuré le directeur de l'environnement.

Ce CET sera géré par l'entreprise de wilaya de gestion des CET, Clean Ski, qui mettra en place un système de tri des déchets dans le cadre du soutien à l'économie nationale de recyclage, a ajouté la même source.

La wilaya de Skikda compte actuellement quatre CET situés à Zefzef (Skikda), Azzaba, Tamalous et Ben Azouz, a-t-on rappelé.

APS

décryptages

Détournement des céréales ukrainiennes

Suspension de l'accord céréalier

Dès le jour de sa signature, le 22 juillet 2022, au jour de son arrêt à la suite de la non-reconduction, le 18 juillet 2023, « l'Accord céréalier » a été exécuté par la Fédération de Russie à la hauteur de 100% de ses engagements. Du côté du camp occidental, strictement aucun des 5 points de la seconde partie de l'accord n'a été respecté.

Le refus, du premier au dernier jour du fonctionnement de l'accord, à exécuter sa « part du marché » pour laquelle il a donné, néanmoins, son consentement de principe au moment de la négociation qui a précédé la signature du 22 juillet 2022 - sans quoi cet accord n'aurait jamais eu lieu - ce refus ne peut être considéré comme un hasard ou une force majeure, mais bien comme une action calculée et préméditée : le temps à disposition des occidentaux était suffisant pour exécuter ne serait-ce que partiellement les termes de l'accord, au moins pour donner une apparence de bonne volonté. De même que pour l'engagement vis-à-vis du non-élargissement de l'OTAN vers les frontières russes, le modus operandi de ses membres est toujours identique : « nous n'avons rien signé et ratifié, alors, nous n'avons rien à exécuter ». Les fondements même de la jurisprudence qui stipulent qu'un accord tacite, non écrit, a autant de valeur en soi qu'un contrat écrit et que les contrats sont rédigés uniquement en vue des éventuels litiges à traiter auprès des juges - ces fondements sont totalement méprisés. Initialement, la durée de l'accord a été fixée à 120 jours avec la possibilité de prolongation. À l'expiration de la validité du premier trimestre de l'accord et malgré l'absence totale du moindre résultat positif de la supposée action de la direction de l'ONU auprès des « atlantistes » au niveau des restrictions mentionnées dans le cadre de ce dernier, Moscou a fait un geste de bonne volonté et a validé son renouvellement en prenant en compte que l'Ukraine a fourni des garanties écrites de ne plus utiliser le couloir humanitaire et les ports ukrainiens utilisés pour l'exportation de céréales pour mener des opérations militaires contre la Russie - ce qui était le cas durant les premiers mois de la réalisation de l'accord. Les renouvellements ont eu lieu quatre fois d'affilée durant 2022-23, bien que la participation de Moscou dans l'accord ait coûté près d'un milliard de dollars en manque à gagner aux producteurs agricoles russes : en raison de l'existence de « l'initiative céréalière de la mer Noire », les prix des céréales russes ont baissé, la différence variait entre 10 et 20 dollars par tonne de blé. Ce n'est qu'en constatant que la partie adverse n'avait strictement aucune intention de prendre ses responsabilités et que l'accord, en soi, n'était qu'une machination mensongère de plus, afin de gagner du temps - exactement avec le même scénario qui a eu lieu en 2015 dans le cadre de « l'Accord de Minsk » qui devait instaurer une paix durable en Ukraine, mais qui n'était qu'une tromperie ukraino-occidentale - Moscou a mis fin à sa participation. Lors de la rencontre à Sochi avec le président turc Recep Tayyip Erdogan, le 4 septembre 2023, Vladimir Poutine a déclaré : « C'est souvent avec nos partenaires occidentaux que cela se passe ainsi, ils nous ont trompés, ils n'ont rien fait ! ». Le président russe a également souligné que l'accord céréalier « n'a nullement amélioré la situation alimentaire internationale », car ce dernier a été totalement perverti par le signataire ukrainien et son accompagnateur occidental. Cela étant, il a reconfirmé : « Nous ne sommes pas contre cet accord, nous sommes prêts à y revenir immédiatement, dès que les promesses qui ont été faites à la Russie seront réalisées ».

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a déclaré (dans une interview à Radio France Internationale (RFI) que Washington avait résolu les questions de la Russie concernant l'accord céréalier : « Concernant les indications spécifiques sur les problèmes potentiels tels que les banques, le transport maritime, etc. - nous avons tout fait pour garantir que ces problèmes soient résolus ». Ceci est une déclaration parfaitement mensongère. Auparavant, le 4 août 2023, le directeur du Bureau de coordination des sanctions du Département d'État des États-Unis, James O'Brien, a déclaré que « Moscou a présenté un certain nombre de revendications qui sont toutes liées au fait que diverses institutions russes ne reçoivent pas de services de la part du secteur privé ». Quel est l'objectif d'une telle missive ? Il est clair : par cette déclaration il a sous-entendu, qu'en fait, ce sont les problèmes entre l'état russe et les structures occidentales privées ; donc, son bureau et le camp qu'il représente n'y sont pour rien si le secteur privé prend de telles initiatives antirusse. Nul besoin de commenter une telle communication adressée à l'opinion internationale. Aucune pirouette de la propagande ne peut cacher une réalité mathématiquement simple : dans les circonstances du monde actuel, faire stopper les exportations du blé russe mènera d'une manière directe et inévitable à des famines dans plusieurs pays du monde. Supposer que cette évidence ait totalement échappé aux auteurs des dites sanctions serait une preuve d'une grande légèreté.

Le niveau des exportations ukrainiennes de céréales durant la guerre

Afin de démontrer que la Russie exécute mal ses obligations prises dans le cadre de « l'Initiative céréalière de la mer Noire » et continue à créer des entraves à des exportations ukrainiennes, Kiev a accusé Moscou de retarder artificiellement les vérifications en Turquie des navires en transit via le couloir « céréalier ». Toutefois, les accusations ukrainiennes se heurtent à des statistiques tout à fait étonnantes : durant l'année de guerre 2022/23 (du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023) l'Ukraine a exporté 48,99 millions de tonnes de céréales et de légumineuses, dont 16,836 millions de tonnes de blé, 2,704 millions de tonnes d'orge, 18 000 tonnes de seigle et 29,128 millions de tonnes de maïs. Soit, un volume qui est supérieur même à celui exporté avant la guerre (!).

Au cours de l'année précédente, incluant pratiquement 8 mois avant la guerre (du 1^{er} juillet 2021 au 29 juin 2022), l'Ukraine a exporté 48,355 millions de tonnes de céréales et de légumineuses, dont 18,72 millions de tonnes de blé, 5,747 millions de tonnes d'orge, 161,5 mille tonnes de seigle et 23,409 millions de maïs. Soit, moins de 635 000 tonnes que l'année suivante. Ces chiffres ne sont guère une spéculation ou les calculs russes, mais sont les données officielles du ministère de la Politique Agricole et de l'Alimentation de l'Ukraine. Cela étant, selon les prévisions de l'Organisation de l'ONU pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) de juin 2023, la production mondiale de céréales en 2023 devrait s'établir à hauteur de 2819 millions de tonnes, dont dans les 783 millions de tonne pour le blé. En ce qui concerne la consommation de céréales, elle est prévue à hauteur de 2805 pour la même période. Soit, les 48,68 millions de tonnes de céréales exportées par l'Ukraine ne sont qu'une quantité négligeable et ne couvrent que 1,7% du besoin mondial. Le rôle de l'Ukraine présenté par le camp occidental en tant qu'épicentre de la solution contre la famine dans le monde n'est pas juste très exagéré, mais, tout simplement, mensonger. En ce qui concerne les quantités des céréales toujours bloquées dans les ports ukrainiens à la suite des hostilités russo-ukrainiennes - on parle de volumes qui sont inférieurs à 1% du chiffre d'affaires céréalier sur le marché international.

Les « détournements » des céréales ukrainiennes

Après avoir vu le détail des quantités des exportations ukrainiennes et entendu les vives déclarations de l'indignation du monde occidental précédant l'entrée et suivant la sortie de la Russie de « l'Accord céréalier », il est tout à fait étonnant de faire un constat des faits qui sont vérifiés et confirmés : la quasi-intégralité des exportations cérésières ukrainiennes ont été totalement détournées des destinations qui ont été proclamées dans le cadre de l'accord. Les slogans de la propagande « otanienne » sur la mise en danger du monde alimentaire par la Russie se sont avérés strictement à l'opposé de la réalité.

Quelle est cette réalité ?

Sur les 48,9 millions de tonnes de céréales et de légumineuses exportées par l'Ukraine durant l'année 2022/23, 32,9 millions de tonnes ont été transportées via le couloir maritime sécurisé par les Russes. Selon les données officielles de l'ONU, ce ne sont guère les pays les plus pauvres qui ont été les destinataires de l'Ukraine, mais bien l'Union Européenne qui a été le principal bénéficiaire de l'initiative sur les céréales et se sont bien les pays européens qui ont absorbé 38% des exportations de céréales ukrainiennes via la mer Noire, sans parler des quantités acheminées, parallèlement, par voie terrestre. En tout, 81% des céréales ont « atterri » dans les pays riches et ceux aux revenus intermédiaires supérieurs. Seulement 19% des céréales sur le total exporté ont été acheminées par les Ukrainiens vers les pays pauvres et dont uniquement -3% vers les plus démunis se situant au bord de la famine (principalement vers le Bangladesh). Au niveau du blé, la Roumanie a racheté 15,8% (contre 0,5% en 2021/22), tandis que l'Espagne : 14% (contre 0,8% en 2021/22). La Pologne, tant mécontente des importations européennes des denrées alimentaires ukrainiennes fait, en même temps, également partie du TOP-5 de ces acheteurs directs européens (et non pas des prétendus transitaires). Dans le TOP-20 des consommateurs de céréales ukrainiennes exportées sous le drapeau de l'initiative qui était censée sauver le monde de la famine, entrent également l'Italie et les Pays-Bas et le Portugal et la Belgique et l'Allemagne et la France. L'Association italienne des producteurs agricoles Coldiretti a déclaré que l'annulation par les Russes de « l'Accord céréalier » pourrait « secouer les marchés mondiaux » et « menacer la stabilité politique dans les régions aux prises avec des problèmes de sécurité alimentaire ». Il est tout à fait regrettable qu'elle ait « oublié » de mentionner que dans le cadre de la réalisation de l'accord en question, l'Italie s'est fait livrer au passage, à l'air de rien, 2 millions de tonnes de céréales ukrainiennes, soit plus de 2 fois le volume de l'ensemble des pays les plus pauvres - l'Éthiopie, le Yémen, l'Afghanistan, le Soudan et la Somalie qui n'ont reçu que 922 092 tonnes pour eux cinq. La Turquie - pays transitaire de l'intégralité des céréales ukrainiennes via « l'Accord céréalier » - a gardé au passage 20% de blé (contre 10% avant la guerre, en 2021/22) et 23% des exportations ukrainiennes d'orge.

Vu les quantités relativement modestes de céréales exportées par l'Ukraine (1,7% de la consommation mondiale en 2023/24) et, surtout, vu les réels principaux destinataires de leurs céréales sous couverture de l'accord - l'existence de l'initiative en question et même l'intégralité des exportations alimentaires de l'Ukraine ne sont nullement critiques pour la sécurité alimentaires des pays les plus pauvres. Le renouvellement des exportations ukrainiennes via la mer Noire ne peut être considéré que comme un mécanisme supplémentaire, mais nullement stratégique, encore moins vital. Les faits chiffrés ont une fâcheuse tendance à être têtus et il est tout à fait intéressant et instructif de constater que, de facto, selon le camp américano-européen, les pays qui se situent au bord de la famine ne sont guère le Soudan, le Yémen, l'Afghanistan, la Somalie, l'Éthiopie ou encore le Nigéria, mais la quasi-intégralité des pays-membres de l'OTAN. Il ne nous reste qu'à compatir avec les pauvres enfants espagnols et roumains qui, vraisemblablement, doivent ignorer s'ils survivront ou mourront de faim demain et qui doivent envier le sort heureux des enfants du Sud Soudan et du nord du Nigéria. Il est tout à fait difficile de comprendre la logique des haut responsables (si on peut les qualifier ainsi) politiques occidentaux qui ont fait, d'un côté, un effort sans précédent pour se déclarer être défenseurs des intérêts alimentaires des pays les plus pauvres, pour accuser la Russie d'y planifier une grande famine et, de l'autre côté, permettre le détournement de la quasi-intégralité des exportations ukrainiennes sous l'égide de l'accord signé vers

les consommateurs, dont les Occidentaux eux-mêmes, qui n'ont strictement rien à voir avec ceux mis sur le devant de la scène pour faire pression sur Moscou. Les peuples africains n'ont été qu'un outil périssable dans le cadre du stratagème élaboré. Vu l'ampleur spectaculaire du détournement, ainsi que la présence des contrôles poussés des navires partant des ports ukrainiens tant par les russes que par les représentants de l'ONU, il est inconcevable de supposer que les leaders « atlantistes » aient crus pouvoir dissimuler leurs méfaits à long terme. Ne pouvant pas admettre qu'il s'agit d'un simple manque de capacités intellectuelles menant vers l'incapacité d'anticipation - car nous parlons de la quasi-intégralité des leaders politiques du monde occidental et de leurs équipes, ainsi que du pouvoir ukrainien actuellement en place - les nobles déclarations précédant la signature de « l'Accord céréalier » et la réalité de la réalisation ukraino-occidentale qui a suivi ne peuvent être que la preuve de la présence chez les décideurs en question d'une forme aiguë du cynisme, de l'hypocrisie et, tout simplement, de la dégénérescence morale.

La supercherie sur le transit cérésières via l'EU

Le 24 mai 2022, le Conseil européen a adopté « un règlement permettant la libéralisation temporaire des échanges et d'autres concessions commerciales en ce qui concerne certains produits ukrainiens. Le règlement prévoit que, pendant un an, les droits à l'importation sur toutes les exportations ukrainiennes vers l'Union européenne ne seront pas dus ». Soit, l'abolition des droits et taxes douaniers. Le 6 juin 2023, le règlement a été prolongé d'un an, au 5 juin 2024. Cette décision concernait les produits agricoles, les produits agricoles transformés, les fruits, les légumes et les produits industriels. En sachant que sur l'intégralité des exportations ukrainiennes plus de la moitié est traditionnellement destinée à l'Union Européenne et que la structure de l'export du pays est composée à 44,36% de la production agroalimentaire (données 2022) - ce sont bien les céréales, en premier lieu, qui ont été visées par ce nouveau dispositif douanier. Il est important de noter qu'une telle mesure s'avère être, d'une part, particulièrement préjudiciable vis-à-vis des agriculteurs intra-européens, maïs, d'autre part, très bénéfique vis-à-vis des négociants cérésières. Néanmoins, si à son adoption personne dans l'UE n'a formulé aucune réelle objection, ceci était dû au fait que les responsables politiques de l'union ont souligné et affirmé, qu'en ce qui concerne les céréales de l'Ukraine, elles ne sont destinées qu'au transit par la voie terrestre vers les pays pauvres, en plus de celle du couloir maritime ouvert par les russes dans le cadre de « l'accord céréalier », et nullement à la commercialisation interne à l'UE.

Dès le début de cette initiative il était déjà évident que ces déclarations étaient parfaitement mensongères. Car de telles mesures n'avaient aucun sens, si la production agricole ukrainienne était réellement destinée au transit et non pas à la consommation intra-communautaire.

Une évidence juridique : le transit constitue un régime douanier particulier qui exempte les marchandises en transit du paiement des droits et taxes sur le territoire du transit. Le transit « externe » de l'Union concerne la circulation de marchandises non-Union sur le territoire douanier de l'Union européenne (TDU), sous le code douanier « T1 ». Les produits en transit via un territoire donné ne peuvent nullement influencer les prix du produit en question à l'intérieur dudit territoire. Soit, pour faire acheminer les céréales ukrainiennes vers les pays se situant au bord de la famine, l'adoption du règlement du 24 mai 2022 et sa prolongation n'ont seulement pas eu le moindre sens, mais ont créé même l'effet directement opposé. Pour qu'un produit soit en mesure d'influencer les prix sur un marché donné - TDU, dans notre cas - d'une manière obligatoire il doit passer, d'une part, la procédure douanière de la « mise en libre pratique », l'autorisant à circuler librement sur le territoire de l'UE (une marchandise tierce mise en libre pratique acquiert les mêmes droits qu'une marchandise produite sur le sol de l'UE), et, d'autre part, la procédure douanière de la « mise à la consommation » qui lui permet d'être commercialisée et à disposition des consommateurs. Ce sont bien ces contraintes douanières qui ont été abolies par le Conseil européen, afin que les céréales ukrainiennes soient non pas transitées, mais bien commercialisées sur le territoire de l'UE. Cette abolition a constitué le dumping direct tant au niveau des quantités qu'au niveau du prix des céréales importées. A noter que le règlement adopté en mai 2022 abolissait également d'une manière perspicace la perception de droits antidumping sur les importations originaires d'Ukraine. La préméditation des décisionnaires européens est flagrante. Et la prolongation qui a eu lieu, le 6 juin 2023, est la preuve directe que les responsables de l'Union Européenne ont l'intention de reproduire, vis-à-vis des futures récoltes ukrainiennes de 2024, le même scénario qui a eu lieu en 2023 : les « détourner » et les consommer, une fois de plus, au lieu de les faire transiter vers les pays dans le besoin critique. Soit, non seulement les bateaux transportant les céréales ukrainiennes dans le cadre de l'initiative de la mer Noire ont été « détournés » vers l'Europe, mais même la voie terrestre propice a été ouverte, afin de maximiser la « spoliation » des récoltes de l'Ukraine.

(A suivre ...)

Oleg Nesterenko, président du CCIE

David Bettoni (ancien adjoint de Zidane) :

«Les entraîneurs qui inventent et créent, apportent de la fraîcheur au football»

→ Dans cette troisième et avant-dernière partie, on retrouve comme par hasard les mêmes effets qui caractérisent le football national, c'est d'ailleurs pour cette raison que les spécialistes et les internationaux du foot, mettent l'accent sur la formation.

Les cas d'exemples ou cas d'école, à chacun de choisir son qualificatif sont exprimés dans cette riche et intéressante interview que nous proposons dans notre édition. Il dit s'intéresser à tout ce qui gravite autour du football, à l'expérience des coaches, aux responsabilités d'un entraîneur, à la relation joueurs-entraîneurs...

«Je m'inspire de tout ce que je vois»

«Je regarde tout le monde, que ce soit Simeone, Klopp, Zidane, Guardiola ou même l'entraîneur de mon fils. Je n'ai pas de modèle.» Il raconte comment il s'est enrichi de l'expérience des autres. «Au début, je me suis inspiré de Mourinho, car on avait un parcours similaire. J'ai voulu me convaincre que je pouvais diriger une grande équipe. J'ai bien aimé la philosophie de Guardiola ou de Bielsa, des entraîneurs qui inventent et créent. Ils apportent de la fraîcheur au football. Je m'inspire de tout ce que je vois. J'ai été autodidacte dans le foot. Je regarde, je synthétise, je m'adapte. Je me suis construit grâce à ce que j'ai vu et grâce à mon ressenti footballistique.»

La différence entre adjoint et le numéro un la responsabilité, il l'assume, pour lui, il n'existe qu'une seule manière d'avancer et de réussir, c'est savoir prendre des responsabilités. «C'est ce dont j'ai envie aujourd'hui. Je ne vais pas changer ma manière d'entraîner. Je sais exactement ce que veut entendre un joueur. Je sais exactement comment fonctionne



■ Une grande complicité existait entre Bettoni et Zidane.

(Photo > D. R.)

un président. Je pense avoir une qualité importante pour un entraîneur : je suis très résistant à la pression». Des propos qui illustrent sa personnalité. Pour «Être numéro un, c'est prendre mes responsabilités. Je sais faire progresser mes joueurs. Et j'aime qu'ils progressent. On est là pour ça. Je veux apporter ma touche personnelle sur une équipe. Je ne veux pas aller n'importe où. Je veux signer dans un club qui me correspondra parce que je veux aussi transmettre des émotions».

Je veux être entraîneur pour ces trois choses...

Dans cette interview il démontre tout l'amour qu'il porte à ce sport, il ne s'amuse pas, il veut se différencier des autres et surtout réussir dans ses projets : «Mes responsabilités, c'est aussi apporter aux joueurs et Générer de l'émotion. Ce n'est déjà pas mal, ce n'est pas facile. Ça m'a permis de me développer, de prendre confiance en moi, d'évoluer en tant que coach.» Et de poursuivre : «Mes 10 années de coach à la formation avec les jeunes et mes 7 années avec les pros font de moi un entraîneur

préparé et convaincu de ce qu'il faut faire... Être adjoint a été une étape capitale». Voilà l'image d'un entraîneur qui aspire à se faire entendre, respecter et à ne laisser personne s'immiscer dans son travail.

Est-ce possible aujourd'hui dans notre championnat ?

«La vie avec Zidane, je l'ai géré naturellement, car déjà, c'est mon ami. Je savais parfaitement comment il fonctionnait. Je savais ce qu'il fallait lui dire et ne pas lui dire, et à quel moment il fallait lui dire. J'ai eu de la chance car il m'a fait confiance à 2000%. Ça m'a permis de me développer, de prendre confiance en moi, d'évoluer en tant que coach. Mes 10 années de coach à la formation avec les jeunes et mes 7 années avec les pros font de moi un entraîneur préparé et convaincu de ce qu'il faut faire. Être adjoint a été une étape capitale. Et avec Zidane, j'ai connu une formation accélérée. Côté un homme comme lui, un entraîneur avec autant de capacités tactiques et techniques au sein d'un club comme le Real m'a permis d'apprendre très vite.»

La construction d'un staff

Voilà un volet qui suscite débat au sein des clubs et médias nationaux C'est le mal qui caractérise la plupart des clubs algériens. Nombreux sont ceux qui prennent le train en marche avec l'ancienne équipe, ce qui donne en bout de course l'échec, la mésentente et ouverture des portes au bricolage et c'est l'incommunication qui s'installe. « Pour réussir, il ne peut y avoir plusieurs chefs, le seul chef. C'est bien lui, je veux des mecs tous différents mais complémentaires. je veux de la différence». Si tu veux un staff créatif, tu ne peux pas avoir un mec fort et quatre moutons qui te suivent. Ça ne peut pas marcher. il faut aussi qu'ils comprennent qu'il y a un cadre et que celui qui décide, c'est moi. Quoi qu'il puisse se passer, la décision finale, c'est moi qui la prendrai. Je veux qu'ils sachent ça. C'est comme ça que j'ai été construit avec Zidane. Ça permet aux personnes de s'épanouir et de grandir professionnellement. Voilà comment je vois cette notion de staff.

Synthèse de H. Hichem

EN DEUX MOTS

ASO Chlef Abdelkader Yaïche démissionne

Abdelkader Yaïche n'est plus en charge de la barre technique de l'ASO Chlef. Le désormais ex-entraîneur de l'ASO et son adjoint, Noureddine Maroc, ont officiellement démissionné de leurs postes, a annoncé mercredi la direction du club sur sa page Facebook. Le successeur d'Abdelkader Amrani, avec qui l'ASO a remporté sa 2^e Coupe d'Algérie, s'en va après avoir disputé quatre rencontres dans le championnat national (2 victoires, 1 nul et 1 défaite) et laisse ainsi le club à la 4^e place avec 7 points. Yaïche rejoint ainsi la longue liste des techniciens qui ont été remerciés, qui ont démissionné ou bien qui ont trouvé un accord pour une séparation à l'amiable. Il s'agit de Leknaoui (Paradou AC), Amrani (ES Sétif), Abbas (ES Sétif), Bouzidi (JS Kabylie), Hamici (MCE El-Bayadh) et Bougherara (CS Constantine), Vandenbroeck (CRB) et Benchikha (USMA).



Quotidien national d'information. Édité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.

Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar, Place du 1^{er} Mai - Alger.

Tél. : 021 671044/671046

Fax : 021 671075

Compte bancaire : CPA 103 400 089711.

114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles

Membres fondateurs :

Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djikoune**

Rédacteur en chef:

Radia Zerrouki

Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger : **SIMPRAL**

Tirage : 2500 exemplaires

16 - Pages

Oran : **SIO** Constantine : **SIE**

Diffusion centre : **SEDICOM** Ouest :

SPDO Est : **El Khabar** Sud : **Trag diffusion**

Publicité : **La Nouvelle République** Maison de la Presse. Tél. : 021 671072. Fax : 021 671075. E-mail :

lnr98redaction@yahoo.fr / E-mail pub :

lnr98publicite@yahoo.fr

«Pour votre Publicité s'adresser A :

L'Entreprise National de

communication, édition et de

Publicité» **Agence ANEP 01, Avenue**

Pasteur Alger.

Téléphone : 021 73 71 28/021 73 76

78/021 74 99 81, FAX : 021 73 95 59.

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

Conception : **Studio Baylaucq** Paris,

France. Tél. : +331 44.90.80.40

Les manuscrits, photographies ou tout

autre document adressés à la rédaction

ne peuvent faire l'objet d'une quelconque

réclamation.

Championnat national de VTT

L'édition 2023 décalée au mois de novembre

→ L'édition 2023 du championnat d'Algérie de vélo tout terrain (VTT), initialement prévue les 13-14 octobre courant au parc

national du Djebel Thichaou, dans la wilaya de Batna, a été finalement reportée au mois de novembre prochain, appris l'APS lundi auprès

des organisateurs.

«Le report a été décidé à la demande de la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Batna», a expli-

qué dans un bref communiqué la fédération algérienne de cyclisme (FAC). Pour rappel, deux spécialités sont inscrites au programme de ce championnat national de VTT : une épreuve de Descente (Downhill) et un Cross-olympique (XCO).

«La participation à l'épreuve de descente (Downhill) sera ouverte uniquement aux cyclistes de plus de 17 ans, alors que le Cross-Olympique (XCO) sera ouvert aussi bien aux juniors qu'aux

seniors (messieurs et dames)», a-t-on détaillé de même source. La précédente édition, disputée les 21-22 octobre 2022 dans le parc national de Lala-Setti à Tlemcen, a été dominée par le club Cèdre de Batna, qui avait raflé la plupart des podiums dans l'épreuve de Descente, grâce notamment au tandem Nour Al-Islam Berramdane et Abdeldjalil Saï, alors que le Cross-Olympique (XCO) a été dominé par le MC Alger.

CAN-2023

L'Algérie en compagnie du Burkina Faso, de la Mauritanie et de l'Angola

→ L'équipe nationale de football évoluera dans le groupe D, en compagnie du Burkina Faso, de la Mauritanie, et de l'Angola, en

phase finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier - 11 février),

à l'issue du tirage au sort effectué jeudi soir au Palais des expositions à Abidjan.

en direct
Gymnastique

L'Algérienne Nemour vise désormais une médaille aux JO-2024

le match à suivre football
CAN-2023

L'Algérie en compagnie du Burkina Faso, de la Mauritanie et de l'Angola

ASO Chlef

Abdelkader Yaïche démissionne

Match amical
Les Verts annoncent la couleur face au Cap-Vert

Pour son premier match de cette fenêtre internationale, les Verts enregistrent leur neuvième victoire sans défaite. 5-1 face au Cap-Vert, ce jeudi, en amical à Constantine au stade Chahid Hamlaoui.

Pour l'occasion, le sélectionneur des Fennecs, Djamel Belmadi, a opté pour une stratégie qui fut porteuse en alignant Amine Gouiri qui fête sa première cape comme titulaire au sein d'un système très offensif, 4-2-4 avec Mahrez, sur l'autre aile et un duo Amoura-Slimani sur le front de l'attaque. Un autre joueur très attendu par les supporters c'est bien Aouar, qui fut d'ailleurs titulaire de deux jolis buts dès les premières minutes du coup d'envoi de la partie. Alors que Larouci, appelé en renfort seulement la veille, n'est pas éligible pour ce match, l'autre petit nouveau, Bachir Beloumi, débute et enregistre d'excellentes appréciations.

Une équipe qui se construit

Il fallait deviner dès les premières balles que les joueurs ont eu comme consigne d'étouffer l'adversaire qu'il ne faudrait surtout pas sous-estimer, le style ne pouvait être que de jouer avec un bloc haut, la technique du sélectionneur, est d'abord de mettre en branle un jeu avec 4 attaquants. La ceinture de cette stratégie est confiée à Riad Mahrez, et pour sa première entrée en équipe nationale Amine Gouiri, Mohamed El-Amine Amoura, Islam Slimani étaient en alerte sur les passes décisives de Mahrez, Aouar cherchait à se faire imposer devant ses camarades.

Du spectacle qui rassure

Comme il fallait s'y attendre, il y a eu des buts avec l'ouverture du score signée Amoura, assisté par Riyad Mahrez, auteur de sa 32^e passe décisive avec l'EN, dès la 12^e minute le stade explose de joie et scande le nom de Aouar comme pour lui souhaiter la bienvenue en équipe nationale, c'est ce qui lui donna des ailes tout au long de la partie notamment en postant deux jolis buts, dont un magnifique lob sur une passe en profondeur par Youcef Atal (39') avant une tête vic-



■ Gouiri a eu du plaisir à découvrir l'ambiance des Verts.

(Photo : D. R.)

torieuse une minute plus tard. Dès cet instant, comme une machine qui est vite emballé, avance jusqu'à tout raser sur son passage, les joueurs prennent plaisir à jouer et surtout veiller à ne pas perdre le contrôle de la stratégie qui assure le spectacle qui fait bouger les supporters.

Que d'occasions ratées

De nombreuses occasions devisaient la défense des Requins Bleus, mais l'envie d'aggraver la marque fait déstabiliser les attaquants et permettaient ainsi aux visiteurs de tenter des percées par les vagues intelligemment créées par les Verts. On joue la 28' lorsque Gouiri a qui

voulait inscrire son but, envoie la balle à quelques centimètres des buts adverses, alors qu'Ahmed Touba a trouvé la transversale (43'). Injouables et bien en place, les Fennecs menaient 3 buts à 0 à la pause. I

Et Bébé sauva l'honneur

Belmadi garde la même équipe en seconde mi-temps, refusant de prendre le risque de changer l'équipe. Il a vue juste puisque les requins bleus, très en alerte réussirent à planter leur première balle par l'intermédiaire Bébé qui venait tout juste de prendre place le quel d'un tir puissant fusille des 30' le gardien Algérien Mandréa. Les occasions continuent de pleuvoir sur le ter-

ritoire du Cap Vert, mais ne franchissent pas la ligne blanche des buts adverses, il fallait attendre la 59' que sur une passe décisive sur Zerrouki pour porter le score à 4-1. Le compteur grimpe à 5 buts après que Slimani seul en pointe. Longtemps muet, il finit par scorer en transformant un penalty obtenu par Benrahma qui voulait à ce que ce soit lui-même qui inscrit ce but. Ainsi, Slimani conforte son statut de goleador Dz avec 43 réalisations.

H. Hichem

■ Canal + : Lyon - Saint-Etienne à 20h
 ■ La Chaîne L'Equipe : Italie - Malte à 20h

La Der
Gymnastique : L'Algérienne Nemour vise désormais une médaille aux JO-2024

L'Algérienne Kaylia Nemour, fraîchement médaillée d'argent au championnat du monde des barres asymétriques à Anvers (Belgique), ambitionne désormais de décrocher une médaille lors des prochaines Jeux olympiques JO-2024 de Paris (26 juillet - 11 août).

«Je me prépare depuis toutes ces années pour aller aux Jeux et maintenant que je suis qualifiée l'objectif c'est une médaille aux JO évidemment», a affirmé la jeune gymnaste algérienne dans un entretien accordé mercredi à RFI. La gymnaste algérienne de 16 ans, a récolté samedi dernier 15.033 points aux barres asymétriques, réussissant ainsi une première historique aux niveaux africain et arabe. Le titre mondial 2023 est revenu à la Chi-

noise Qiu Qiyuan, 16 ans, qui a totalisé 15.100 points. Le podium est complété par l'Américaine Shilese Jones (14.766 pts). «Je n'y croyais pas, j'étais très très contente mais il y a un petit côté de moi quand même un peu déçu parce que je suis passée quand même à rien du tout de la médaille d'or. Il faut vraiment que je prenne du recul pour me dire que là j'étais aux Championnats du monde où il y a vraiment toutes les grandes gymnastes. Se dire que c'était les Championnats du monde que je regardais quand j'étais toute petite et que je me disais wouah, ce sont des filles qui sont vraiment fortes. Là, je me rends compte que c'est vraiment incroyable ce que j'ai fait», a-t-il ajouté à propos de sa médaille. Au cours de ce ren-

dez-vous belge, la championne d'Afrique en titre algérienne, sociétaire du club français Avoine Beaumont (France), avait terminé à la 8^e place du concours général en obtenant 53.966 pts. Jusqu'en avril dernier, Nemour représentait l'équipe de France, mais elle a fini par changer sa nationalité sportive et opter pour l'Algérie. «L'Algérie m'a ouvert ses portes et m'a accueilli les bras ouverts, donc je suis très contente», a-t-elle dit. Pour rappel, Kaylia Nemour avait validé son billet pour les Jeux olympiques de Paris 2024, le lundi 2 octobre, lors des qualifications des mondiaux 2023 d'Anvers, après un très beau concours général dont une grande performance aux barres.